

Recherches sociographiques



Brian YOUNG, *George-Étienne Cartier, bourgeois montréalais*

Jean-Guy Genest

Volume 25, numéro 3, 1984

Immigrants

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056125ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056125ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Genest, J.-G. (1984). Compte rendu de [Brian YOUNG, *George-Étienne Cartier, bourgeois montréalais*]. *Recherches sociographiques*, 25(3), 487–488.
<https://doi.org/10.7202/056125ar>

mais ne put y parvenir à cause de la politique fédérale visant à disloquer cette communauté par trop autonome. Excellente monographie, ce livre surmonte les embûches de l'histoire locale parce qu'il nous décrit bien un village tout en le rattachant à l'ensemble dans lequel il s'inscrit, l'histoire des Métis. C'est donc un ouvrage à lire, pour le centième anniversaire de la révolte des Métis, en 1985.

Denys DELAGE

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Brian YOUNG, *George-Étienne Cartier, bourgeois montréalais*, Montréal, Boréal Express, 1982, 241p. (« Histoire et sociétés ».)

Entreprendre une étude sur George-Étienne Cartier aujourd'hui constitue un véritable défi. Le personnage est entré dans la légende. Sa statue orne les villes de Québec et d'Ottawa. Montréal lui a érigé un monument grandiose. On ne compte plus les rues, ponts, édifices, routes et entreprises de toutes sortes qui redisent son nom. De nombreuses études, en français et en anglais, quelques-unes récentes, lui ont été consacrées. Jusqu'ici, Cartier a eu la faveur des historiens, qui ont adopté à son égard un ton sympathique.

Loin de se dire : tout a été dit, je viens trop tard, Brian Young reprend le dossier Cartier. Il étudie spécialement le côté bourgeois du personnage. Il le voit à travers ses origines familiales, sa vie professionnelle et sa carrière de politicien ou d'homme d'État. Analyse serrée et appuyée sur des documents de première main, dont plusieurs n'avaient pas encore été exploités. La recherche conduit à un démaquillage des portraits complaisants qui ont été présentés jusqu'ici.

Cartier évolue toute sa vie dans des milieux bourgeois : famille, collège, vie professionnelle, activités d'homme d'affaires, carrière politique. Il adopte la mentalité et le comportement bourgeois. Il mène une vie aisée, quasi fastueuse, enrichi qu'il était par sa double carrière de *corporation lawyer* et d'homme d'affaires. Avocat, il s'oriente vers la défense des entreprises bien nanties, comme le Grand Tronc. Il siège aux conseils de plusieurs entreprises. Il retire aussi des revenus importants de ses immeubles et de ses placements. Il est lié à la bourgeoisie d'affaires dont il partage les vues. Il répond aux aspirations de celle-ci par les grandes mesures législatives qu'il met en œuvre : réforme du droit, abolition du régime seigneurial, établissement d'un système d'éducation général, développement des moyens de transport, en particulier des chemins de fer, et finalement, participation décisive à la création d'un vaste marché pour les hommes d'affaires par l'instauration de la Confédération.

Non seulement Cartier servait la bourgeoisie, qui était principalement anglophone, mais il faisait montre d'une anglophilie très prononcée : il adorait vivre en Angleterre, il était entiché de son titre de baronet. Il fut très attentif aux demandes de garanties présentées par les anglophones du Québec lors de l'établissement de la Confédération.

D'autre part, l'éthique politique et professionnelle de Cartier était assez lâche. Sa vie politique durant, il fut en conflit d'intérêt quasi permanent. Avocat du Grand Tronc pendant une vingtaine d'années, c'est lui qui, en tant que ministre, voire premier ministre, défendait les lois destinées à procurer des avantages aux investisseurs de la société. Il était en même temps président du comité des chemins de fer. Il en vint même à utiliser son poste de ministre pour faire prévaloir les intérêts du Grand Tronc aux dépens d'autres entreprises ferroviaires et même aux dépens de certaines régions du Québec. À l'occasion, il passait outre à la procédure judiciaire normale pour faire intervenir un collègue du cabinet au profit de ses clients. Sa pratique politique baignait dans le patronage. Ses campagnes électorales dégénéraient souvent en foires d'empioigne. Voilà des faits sur

lesquels on avait assez peu insisté jusqu'ici, même si plusieurs étaient connus. Le portrait est sombre.

Les devanciers de Young ont peut-être eu la plume complaisante. Mais il y a lieu de se demander si Young n'a pas poussé le balancier trop loin dans l'autre direction, s'il n'a pas été trop sévère, s'il n'a pas faussé la perspective en ne situant pas suffisamment Cartier dans le contexte de l'époque. L'auteur aurait peut-être dû nous montrer davantage que, somme toute, Cartier se conformait aux mœurs du temps. Le comportement électoral du gouverneur Sydenham, que Cartier a bien connu, en début de carrière, n'est pas plus édifiant. Les idées de L.-H. LaFontaine sur le patronage ne sont pas différentes de celles de Cartier, son héritier politique. La collusion des politiciens avec le monde des affaires, en particulier des chemins de fer, est monnaie courante à l'époque dans les deux principales formations politiques, tant chez les francophones que chez les anglophones. Ce n'est qu'en 1936 qu'on a interdit aux ministres québécois de faire partie des conseils d'administration des compagnies. Quant au patronage, qui peut dire qu'il n'est pas bien vivant encore aujourd'hui, même chez les partis qui l'ont le plus dénoncé pendant leurs années passées dans l'Opposition? C'est pourquoi il serait peut-être quelque peu pharisaïque de nous voiler la face devant le comportement de Cartier, en particulier sur la question du patronage.

Brian Young a accompli un travail sérieux. Mais des aspects de la vie de Cartier demeurent obscurs. Ainsi, l'auteur nous dit que son personnage était indifférent en matière religieuse et qu'il ne s'intéressait pas à la littérature religieuse. Jean-Charles Bonenfant, qui a aussi étudié Cartier, nous dit au contraire qu'il était croyant et lisait régulièrement l'*Imitation de Jésus-Christ*. (*Dictionnaire biographique du Canada*.)

Au total voici une étude qui nous révèle certaines facettes ignorées de la personnalité de Cartier. Celui-ci ne sort pas grandi de l'examen sévère auquel il a été soumis, mais il nous apparaît plus humain. Le livre plaira aux historiens et à un large public: l'auteur sait allier les qualités du chercheur à celles de l'écrivain. Il est d'ailleurs bien servi par le traducteur, André D'Allemagne, et la riche documentation iconographique qui relève tout l'intérêt de l'ouvrage.

Jean-Guy GENEST

*Département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi.*

J.L. GRANATSTEIN, *The Ottawa Men. The Civil Service Mandarins, 1935-1957*, Toronto, Oxford University Press, 1982, 333p.

Voici un ouvrage qui apporte une contribution importante tout à la fois à l'histoire du Canada, du gouvernement fédéral, de l'administration publique et de la fonction publique canadiennes. On connaît déjà les autres travaux (livres et articles) qu'on doit depuis quelques années à cet inlassable chercheur qu'est J.L. Granatstein. Il s'est imposé comme un des principaux spécialistes de l'histoire politique canadienne de la première moitié du XX^e siècle, tout particulièrement de la période de la dépression des années 1930 et de la guerre 1939-1945. C'est dans cette même veine que se situe *The Ottawa Men*.

Profitant de la recherche qu'il a entreprise il y a quelques années sur le rôle et l'influence de l'un de ces mandarins, Norman Robertson, J.L. Granatstein a du même coup amassé une vaste documentation sur le groupe d'hommes qui avaient été les collaborateurs de Robertson. Ainsi naquit *The Ottawa Men*, qui vient s'ajouter aux travaux de Peter Newman, George Szablowski, Robert Presthus, John Porter, R.M. Dawson, H.B. Neatby sur l'histoire politique et économique de cette période.